

Affaires Juridiques & Gestion des Assemblées

Affaire suivie par Claudine LATOUCHE

Tel : 03.27.53.75.32

Réf. : **CL/JR/IT**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de la convocation : 17 Février 2015

L'an deux mille quinze, le dix-sept février à 18 h

Le Conseil Municipal de MAUBEUGE s'est réuni à la Mairie, sur la convocation et sous la présidence de : Monsieur Arnaud DECAGNY, Maire de MAUBEUGE.

Nombre de conseillers en exercice : 39

PRESENTS : A. DECAGNY - J-P.COULON - M.GAMRA - N. LEBLANC - M-C.MORETTI - M-C.LALY - N.GOMES - B.MORIAME - M.DANNEELS - M.GRAS - C.DEROO - A.NEZZARI - Y. ZUMSTEIN - C.DEMUYNCK - J.PAQUE - J.MICHAUX - G.CAMBRELENG - P.MATAGNE - C.DEMOUSTIER - P.NESEN - A.PIEGAY - R.PILATO - ~~S.SERHANI~~ - D.DEJARDIN - S.LOCOCCILO - N.REFFAS - S.CORDIER - F.LEFEBVRE - N.TAJDIRT - F. TRINCARETTO - J-Y.HERBEUVAL - C.SAVAUX - M-P.ROPITAL -C.DI POMPEO -S.ZATAR - N.MONTFORT - X.DUBOIS - M.GABET - L-A.DE BEJARRY

EXCUSES ayant donné pouvoir :

Denis DEJARDIN (à A. DECAGNY) - **Samia SERHANI** (à Marie-Charles LALY)

EXCUSES :

ABSENT(S) : Naëlle TAJDIRT (arrivée à partir de la question n° 1)

Mehdi GAMRA et Christine SAVAUX (sortis pour la question n° 8)

SECRETAIRE DE SEANCE : Xavier DUBOIS

OBJET N° 5 : Personnel municipal - Octroi de congés bonifiés

Vu la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, notamment son article 3,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 57-1°, accordant, en plus des congés annuels de droit commun, aux fonctionnaires territoriaux originaires des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon, exerçant en métropole, le bénéfice du régime de congé institué pour les fonctionnaires de l'Etat, par le décret n° 78-399 du 20 mars 1978,

Vu le décret n°53-511 du 21 mai 1953 fixant les modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements,

Vu le décret n°57-87 du 28 janvier 1957 portant majoration du complément temporaire alloué aux fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane française

Vu le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat,

Vu le décret n° 85-1250 du 28 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions de 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 susvisée,

Vu la circulaire du Ministre de la Fonction Publique n°2129 du 3 janvier 2007 relative aux conditions d'attribution des congés bonifiés aux agents des trois fonctions publiques,

Considérant que ce régime de congé particulier appelé congé bonifié prolonge le congé annuel d'une durée maximale de 30 jours consécutifs,

Considérant que, lorsque les conditions d'octroi prévues au décret n° 78-399 susvisées sont remplies (être fonctionnaire titulaire en position d'activité, justifier d'une durée de service minimale de 36 mois, être originaire d'un département d'Outre-Mer et exercer ses fonctions en métropole, apporter la preuve que le lieu de résidence est le département d'outre-mer où se trouve le centre des intérêts moraux et matériels), la collectivité prend en charge les frais de transport et de bagages (dans la limite de 40 kg par personne) du fonctionnaire ainsi que ceux de certains membres de sa famille,

Considérant que la collectivité verse au fonctionnaire un supplément de rémunération au titre du coût de la vie outre-mer dite de « cherté de vie », composée d'une majoration de traitement de 25 % et d'un complément à cette majoration dont le taux est variable selon le lieu du congé et qui est de 15 % si l'agent est originaire de la Guadeloupe soit au total 40 % du traitement indiciaire brut,

Considérant qu'un agent titulaire du Centre Technique Municipal, originaire de la Guadeloupe, a sollicité l'octroi d'un congé bonifié et la prise en charge de ses frais de voyage ainsi que ceux de sa conjointe et deux de ses enfants, et qu'il remplit les conditions pour bénéficier de ces dispositions,

Considérant que dans le but de justifier l'avance de fonds, le remboursement des frais peut être effectué avant le voyage, à condition que les billets présentés soient estampillés « non remboursable sans autorisation de l'administration »,

Par ces motifs, il est proposé au Conseil Municipal :

- **d'octroyer** à cet agent le bénéfice d'un congé bonifié,

- **de prendre en charge** ses frais de voyage entre la métropole et la Guadeloupe, ainsi que ceux de son conjoint et de ses deux enfants mineurs soit 4207.54 €, et ses frais de bagages,
- **d'octroyer** à cet agent un supplément de rémunération au titre de l'indemnité de « cherté de vie », soit 40 % du traitement indiciaire brut,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à engager les dépenses par anticipation pour les frais de voyage dans les conditions ci-dessus,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent,
- **d'imputer** la dépense sur les crédits inscrits au budget à cet effet.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

A l'unanimité,

Accepte :

- **D'octroyer** à cet agent le bénéfice d'un congé bonifié,
- **de prendre en charge** ses frais de voyage entre la métropole et la Guadeloupe, ainsi que ceux de son conjoint et de ses deux enfants mineurs soit 4207.54 €, et ses frais de bagages,
- **d'octroyer** à cet agent un supplément de rémunération au titre de l'indemnité de « cherté de vie », soit 40 % du traitement indiciaire brut,

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à :

- **engager** les dépenses par anticipation pour les frais de voyage dans les conditions ci-dessus,
- **signer** tout document afférent,
- **imputer** la dépense sur les crédits inscrits au budget à cet effet.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus

Pour extrait conforme,

Le Maire de Maubeuge,

Arnaud DECAGNY